



initial

Histoire du XX^e siècle

1900

1945

TOME 1

La fin du monde européen

**Serge Berstein
Pierre Milza**



Histoire du XX^e siècle

1900
1945

*La fin du monde
européen*

TOME 1

initial

Sous la direction de
Serge Berstein
Pierre Milza

Serge Berstein
Gisèle Berstein
Yves Gauthier
Jean Guiffan
Olivier Milza
Pierre Milza



SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

Un monde stable dominé par l'Europe (début du xx^e siècle)

CHAPITRE 1 L'état économique et social du monde	8
La deuxième révolution industrielle et ses conséquences	10
L'Europe du Nord-Ouest, dominante mais contrastée	14
Pôles ascendants et pôles attardés	21
CHAPITRE 2 Démocraties et régimes autoritaires dans le monde	26
Les pays de démocratie libérale	28
L'aspiration à la démocratie dans les pays autoritaires	32
Les difficultés de la démocratie	35
CHAPITRE 3 L'état de la France	38
Une démocratie libérale	40
L'économie : prospérité ou déclin ?	43
La société : stabilité ou stagnation ?	46
La France dans le monde	48
CHAPITRE 4 Le triomphe de l'impérialisme	52
La puissance des grands États industriels d'Europe de l'Ouest	54
Un impérialisme économique et colonial	56
L'impérialisme : nouveaux acteurs et oppositions	60

DEUXIÈME PARTIE

Le grand ébranlement de la Première Guerre mondiale (1914-1923)

CHAPITRE 5 Les tensions internationales (fin xix^e siècle-1914)	64
La formation des blocs (1872-1907)	66
Des conflits d'intérêt aux crises	69
Le déclenchement de la guerre	72
La question des responsabilités	74
CHAPITRE 6 La Première Guerre mondiale (1914-1918)	78
L'échec de la guerre de mouvement (1914-1917)	80
Mondialisation du conflit et guerre économique	84
Les crises de 1917	87
La fin de la Première Guerre mondiale (1918)	90
CHAPITRE 7 La vague révolutionnaire en Europe	94
La révolution russe de février 1917	96
De la révolution « bourgeoise » à la révolution bolchevique (février-octobre 1917)	99

Les difficultés du pouvoir bolchevique (1917-1921)	102
Une révolution mondiale ? (1917-1921)	105
CHAPITRE 8 La paix difficile (1918-1923)	110
À la recherche d'un nouvel ordre mondial	112
Les traités de paix et leurs conséquences	116
Un après-guerre introuvable (1919-1923)	119
CHAPITRE 9 Bilan de la guerre : l'Europe ébranlée	122
Le prix de la guerre	124
Le déclin de l'Europe	128
Les transformations politiques et sociales	131
La crise de la civilisation occidentale	133
TROISIÈME PARTIE	
Les années 1920 : une stabilisation trompeuse	
CHAPITRE 10 L'économie mondiale : une prospérité fragile	136
Crises et désordres de l'après-guerre	138
La prospérité retrouvée ?	141
Une prospérité mal fondée	144
CHAPITRE 11 L'Amérique de la prospérité	148
Les républicains face à la crise de l'après-guerre	150
Succès et limites de la prospérité économique	153
Une société moderne, puritaine et inégalitaire	158
CHAPITRE 12 La prospérité française et ses limites	164
Le bilan de la guerre	166
Les manifestations de la prospérité	169
Rigidités et résistances	173
CHAPITRE 13 La vie politique en France	176
Le Bloc national (1919-1924)	178
Le Cartel des gauches (1924-1926)	182
Les modérés au pouvoir (1926-1932)	185
CHAPITRE 14 Le Royaume-Uni : des années difficiles	190
Le déclin économique	192
Le malaise social	195
La question d'Irlande	201
CHAPITRE 15 L'Allemagne de Weimar de 1919 à 1929	204
La nouvelle Allemagne (1919-1924)	206
Les années difficiles (1919-1923)	209
Une stabilisation précaire (1924-1929)	211

CHAPITRE 16 La naissance du fascisme en Europe	216
La crise italienne de l'après-guerre	218
Mussolini et le fascisme (1919-1922)	220
L'installation de la dictature en Italie (1922-1926)	223
La vague autoritaire dans le reste de l'Europe	225
CHAPITRE 17 La NEP, repli stratégique du communisme	
en Russie (1921-1928)	228
La Russie en 1921	230
La mise en œuvre de la NEP	232
La consolidation du régime	235
L'URSS et l'étranger	238
La succession de Lénine	239
CHAPITRE 18 Les relations internationales de 1924 à 1929	242
La détente	244
Les limites de la détente	246
CHAPITRE 19 Le Japon et la Chine	250
Les ambitions du Japon (1914-1931)	252
L'émergence d'une Chine nouvelle (1919-1927)	255
 QUATRIÈME PARTIE La crise des années 1930 	
CHAPITRE 20 La crise de 1929 et la dépression économique	258
Analyse de la crise	260
La grande dépression économique aux États-Unis	264
De la crise américaine à la crise mondiale	268
CHAPITRE 21 Roosevelt et le <i>New Deal</i>	274
La genèse du <i>New Deal</i>	276
Les avatars du <i>New Deal</i>	283
Le bilan du <i>New Deal</i>	287
CHAPITRE 22 Le Royaume-Uni : entre crise et redressement	292
Les premiers effets de la crise mondiale (1929-1931)	294
La lutte contre la crise	297
Le long « règne » conservateur (1931-1939)	301
CHAPITRE 23 La crise française (1930-1935)	304
La crise économique	306
La crise sociale et politique	309
Une crise de civilisation	316
CHAPITRE 24 La France, du Front populaire à la guerre (1936-1939)	320
1936 : le Front populaire, un esprit nouveau	322
L'échec de l'expérience Blum (1936-1937)	326

La fin du Front populaire (1937-1939)	329
L'état de la France en 1939	331
CHAPITRE 25 La crise de la domination coloniale	334
Colonialisme et anticolonialisme	336
De l'Empire britannique au Commonwealth	338
L'empire colonial français	342
Le Moyen-Orient de 1914 à 1939	346
CHAPITRE 26 L'avènement du nazisme (1930-1934)	348
La débâcle économique	350
L'agonie du régime	352
Adolf Hitler et le national-socialisme	355
L'établissement de la dictature (1933-1934)	357
CHAPITRE 27 Le modèle fasciste dans les années 1930	360
L'État raciste et totalitaire nazi	362
La politique économique et sociale du III ^e Reich	365
Les instruments du totalitarisme dans l'Italie fasciste	367
La politique économique et sociale italienne	370
Une culture fasciste	373
Mouvements et régimes autoritaires dans le reste de l'Europe	376
CHAPITRE 28 Le modèle soviétique : l'URSS de Staline de 1928 à 1941	380
Une nouvelle voie économique	382
Le premier plan quinquennal (1928-1932)	384
Les second et troisième plans quinquennaux (1933-1941)	386
Le pouvoir politique : le stalinisme	388
La société et la culture soviétiques	391
CHAPITRE 29 Fin de la sécurité collective et tensions internationales	396
Les premières tensions (1929-1935)	398
Les crises de 1935-1936	401
CHAPITRE 30 La marche à la guerre (1936-1939)	408
La stratégie allemande de grignotage (1936-1938)	410
Vers l'affrontement (1938-1939)	414
CHAPITRE 31 L'Extrême-Orient vers la guerre	418
La montée du militarisme nippon	420
La Chine de Tchang Kaï-check (1928-1937)	422
Le Japon à l'assaut de la Chine	425
CHAPITRE 32 L'évolution culturelle et religieuse de 1900 à 1939	428
Le mouvement artistique et littéraire	430
La culture populaire	433
Les religions face au monde moderne	436

CINQUIÈME PARTIE

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

CHAPITRE 33 La conquête hitlérienne (1939-1941)	438
Les belligérants	440
Les victoires allemandes en Europe (1939-1940)	443
L'extension du conflit (1940-1941)	452
L'Europe allemande	456
La mobilisation économique des belligérants	461
CHAPITRE 34 La mondialisation du conflit (1942-1945)	466
L'expansion japonaise	468
Les revers des dictatures (1942-1943)	472
La « guerre de l'ombre »	477
La victoire des Alliés (1943-1945)	481
CHAPITRE 35 La France pendant la guerre	486
L'effondrement de la France (1940)	488
Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale (1940-1942)	493
Occupation et collaboration	502
Le combat contre l'occupant	509
La libération de la France (6 juin-26 août 1944)	514
CHAPITRE 36 Vers un nouvel équilibre international (1940-1945)	518
La mise en place de la « Grande Alliance »	520
Yalta : réalité et mythe	523
Le monde en 1945	526
CHAPITRE 37 Bilan de la Seconde Guerre mondiale	532
Le coût humain et matériel	534
La dimension éthique d'une « guerre totale »	539
Le génocide des Juifs	542
INDEX	549

L'état économique et social du monde

L'affirmation de la deuxième révolution industrielle et l'intégration toujours plus poussée de l'économie mondiale par l'intensification des échanges constituent les traits essentiels de l'économie mondiale à l'aube du xx^e siècle. La modernisation très inégale des différentes régions du monde entretient des écarts croissants de richesse et de puissance, mais favorise aussi une redistribution progressive des pôles d'influence à l'échelle planétaire. Forte de l'antériorité de son industrialisation, l'Europe du Nord-Ouest, qui domine le commerce international et détient une puissance financière incontestée, se trouve alors à l'apogée de sa puissance mondiale, mais divisée par des rivalités porteuses de terribles conflits. Les États-Unis menacent déjà la suprématie européenne par leur puissance productive, ainsi que le Japon, qui s'est engagé dans une politique volontariste de rattrapage de l'Occident. Au-delà de ces trois pôles, des régions entières du monde paraissent incapables de s'industrialiser et subissent la domination des puissances développées.



La deuxième révolution industrielle

et ses conséquences

► Dynamisme et innovations

Engagée depuis les années 1880, la deuxième révolution industrielle constitue le fait marquant du premier ^{xx}^e siècle, même si à l'échelle planétaire les formes de production artisanales restent dominantes, à côté d'agricultures au poids économique et social écrasant.

Le progrès industriel repose d'abord sur l'apparition de nouvelles sources et formes d'énergie, le pétrole et l'électricité, qui complètent et commencent parfois à relayer le couple « charbon-vapeur », lequel demeure néanmoins, et pour longtemps encore, la base de l'industrialisation. Depuis 1873, on sait produire l'électricité à partir des chutes d'eau (houille blanche), et des centrales thermiques brûlant du charbon en fourniront bientôt en grande quantité. Or la « fée électricité » rend possible de nombreuses innovations dans les domaines de l'éclairage (ampoule électrique d'Edison en 1879), des transports (tramway mû par un moteur électrique), de la production de chaleur au service de la métallurgie et de la chimie, de la communication (télégraphe électrique, téléphone de Bell en 1876, radio). Quant au pétrole, utilisé depuis fort longtemps pour l'éclairage (pétrole lampant), il apporte de nouvelles solutions pour le chauffage (adoption précoce de la chauffe au mazout dans la marine à vapeur), mais il trouve surtout une utilisation complètement nouvelle avec la mise au point du moteur à combustion interne appelé à révolutionner les transports du ^{xx}^e siècle. Enfin ses qualités lubrifiantes ont permis les progrès des industries mécaniques fondés sur l'assemblage de plus en plus complexe de pièces mobiles.

Désormais fabriqué en grande quantité et associé à d'autres métaux dans des alliages qui augmentent ses qualités propres, l'acier s'impose comme le métal de référence aux multiples utilisations, alors même que l'aluminium commence à le concurrencer, en particulier dans les constructions aéronautiques naissantes. Sans être véritablement nouvelle, l'industrie chimique connaît au même moment une importante diversification de ses productions et de leurs applications (engrais, détergents, explosifs – la dynamite d'Alfred Nobel –, matières plastiques et textiles artificiels – bakélite et rayonne –, la pharmacie, la photographie – pellicule en celluloid de George Eastman – et déjà le cinéma avec les frères Lumière). Les constructions

mécaniques et surtout électriques représentent sans conteste les nouveautés les plus remarquables de l'époque ; elles rénovent complètement la fabrication des machines, spécialement des machines-outils dont les performances commandent tout le progrès industriel présent et à venir. Les constructions automobiles et aéronautiques stimulent l'ensemble des industries mécaniques et annoncent, encore timidement, des transformations radicales des modes de vie qui ne feront que s'épanouir tout au long du siècle.

► Une intégration mondiale sans cesse plus étroite

En même temps qu'elle se modernise, l'économie tend à une intégration de plus en plus poussée à l'échelle planétaire par les moyens, parfois conjoints, des migrations humaines, des échanges commerciaux et des relations financières. Les transports ferroviaires et maritimes en progrès constant ont rendu possible cette intensification des relations internationales, parce que ce sont des moyens de transport de masse circulant à des vitesses relativement élevées, mais aussi parce qu'ils ont permis d'abaisser considérablement les coûts de déplacement sur de longues distances.

Parallèlement, les obstacles juridiques aux échanges s'atténuent, essentiellement sous la forme d'un abaissement des tarifs douaniers, en dépit d'une remontée sensible du protectionnisme depuis les années 1880. L'adoption progressive, mais encore très incomplète, de l'étalon-or favorise simultanément les règlements financiers internationaux sans lesquels les échanges de biens ne pourraient s'accroître. Au total, on constate qu'au début du ^{xx}e siècle plusieurs dizaines de millions d'individus résident à l'étranger, souvent fort loin de leur pays d'origine avec lequel ils maintiennent néanmoins fréquemment des liens au moins de nature affective, contribuant ainsi à tisser entre les pays et les continents des réseaux très vivants de relations humaines qui se prolongent parfois dans le domaine économique (comme le montre à cet égard le rôle actif des communautés allemandes émigrées en Amérique latine). Le commerce international a augmenté plus vite que la production, pour laquelle il a donc constitué un véritable moteur : entre 1800 et 1913, son volume par habitant de la planète a été multiplié 25 fois, ce qui traduit une intégration commerciale sans précédent, cependant que les flux financiers se sont intensifiés parallèlement, l'investissement international connaissant pour sa part un véritable âge d'or entre 1870 et 1914. L'importance et l'étroitesse de ces relations donnent déjà l'image d'une économie en voie de « mondialisation » qui n'ignore plus aucun continent du globe.

► Les transformations du capitalisme libéral

Les institutions économiques et financières se sont naturellement modifiées en accompagnant ce mouvement complexe de progrès technique, de croissance de la production et d'ouverture sur l'extérieur. Elles ont également évolué en s'adaptant à la marche irrégulière de l'activité économique, faite d'une succession de phases de prospérité et de dépression (en particulier la première « grande dépression » de l'économie moderne entre 1873 et 1895), progression également entrecoupée de crises brèves (en 1903-1904, 1907 et encore 1911-1913).

Dans le cadre du capitalisme libéral triomphant au ^{xix}^e siècle, ces différents facteurs ont conduit à un mouvement accéléré de concentration financière et technique. Des *trusts* soutenus par des banques puissantes se sont constitués, d'abord pour répondre aux lourdes exigences de financement de l'industrie et des transports modernes, mais aussi en vue d'acquérir suffisamment de force pour résister aux crises. L'inconvénient est que ces entreprises géantes faussent complètement le jeu de la concurrence libre et égale qui constituait l'un des fondements essentiels du capitalisme libéral, car pour conforter leur position dominante, elles n'hésitent pas, en période difficile, à prendre la tête de cartels dont le but est précisément d'organiser la concurrence, c'est-à-dire d'en limiter le champ d'application géographique (partage des marchés), technique (gel des brevets de fabrication) et évidemment en matière de prix (fixation de prix planchers au-dessous desquels il est interdit de vendre sous peine d'amendes imposées par le comptoir placé à la tête du cartel). De même, la concentration technique progresse pour réaliser une production que les équipements modernes rendent déjà massive : de grosses usines sont édifiées qui réunissent des milliers d'ouvriers chargés de mettre en œuvre de puissantes machines. Dans ce cadre élargi, s'élabore une organisation scientifique du travail qui instaure une hiérarchie et une discipline très strictes, distinguant les tâches de conception réservées aux ingénieurs et aux techniciens, et les tâches d'exécution réservées aux ouvriers, qui perdent ainsi la maîtrise de fabrication que détenaient (et détiennent encore) artisans et compagnons. Le travail à la chaîne, qui parcellise à l'extrême les gestes productifs en appliquant les études de Taylor, fait son apparition aux États-Unis dès avant 1914 ; au taylorisme s'ajoute la standardisation des produits qui permet, en sortant de longues séries d'articles identiques, d'abaisser le prix de chaque unité fabriquée. Le grand patron américain de l'automobile Henry Ford associe taylorisation et standardisation dans son usine géante de Red River, à Dearborn près de Chicago. Mais il prend aussi la décision de verser des salaires substantiels à ses ouvriers (« *five dollars a day* ») de manière

à motiver leur effort productif et à les rendre éventuellement capables d'acheter ensuite les voitures qu'ils ont produites. Ainsi naît le fordisme, système de production et de distribution de masse, qui devait devenir le modèle économique dominant au moins jusqu'aux années 1980.

Face à des transformations aussi importantes des structures et des pratiques économiques, les pouvoirs publics ont senti la nécessité de sortir de la neutralité dans laquelle les confinait le libéralisme classique; l'État est alors intervenu au-delà des fonctions monétaires et douanières qu'il avait toujours assumées, en édictant notamment des législations sociales destinées à protéger les travailleurs les plus faibles et les plus démunis contre les risques d'accidents du travail, du chômage ou de la vieillesse. Ce sont, d'abord en Allemagne et en Angleterre, les premières et rares ébauches des politiques de *Welfare State* qui feront tache d'huile après 1945.

► L'évolution des structures professionnelles

Les sociétés ont évidemment ressenti les effets des transformations économiques. Presque partout majoritaires, les paysanneries incarnent la tradition et la stabilité sociale, sur la base d'un rapport spécifique à la nature (propriété du sol, travail direct de la terre), et d'un attachement profond à un certain nombre de valeurs (la propriété, le travail, l'épargne, la famille et plus largement la solidarité communautaire). Dans les régions, de loin les plus nombreuses, où la réforme agraire n'a pu s'accomplir, de puissantes oligarchies de propriétaires écrasent de leur pouvoir discrétionnaire des masses paysannes sous-prolétariées, ce qui a pour effet d'enliser l'ensemble de l'économie dans l'archaïsme. Dans les pays plus développés, en Europe et en Amérique du Nord, le paysan traditionnel recule au profit de l'agriculteur-exploitant, qui prend des allures de chef d'entreprise, s'appuie sur une formation technique plus poussée, n'hésite pas à recourir aux machines agricoles modernes et à affronter les défis d'un marché dont l'horizon s'internationalise, franchissant même les océans grâce aux navires frigorifiques.

Le développement des emplois industriels (et ceux des services souvent associés à l'industrie) représente, par opposition au monde rural, le domaine du changement social. Celui-ci se manifeste d'abord par l'urbanisation, phénomène qui accompagne nécessairement l'essor industriel et la multiplication des activités de service, en puisant par l'exode rural le surplus démographique des campagnes; des ceintures de banlieues ouvrières se constituent et s'élargissent autour des grandes villes industrielles d'Europe (alors que les ouvriers américains résident encore au cœur même de villes nées directement de l'industrie).

L'autre conséquence sociale majeure de l'industrialisation accélérée est naturellement l'accroissement d'un prolétariat ouvrier qui se constitue progressivement en « classe » sociale consciente de ses spécificités et de ses intérêts particuliers, à la faveur de l'action syndicale et sous l'influence d'idéologies socialistes qui font du changement social un objectif politique prioritaire. Analysant la « lutte des classes » entre patrons et ouvriers, le marxisme voit dans ce conflit la base d'un nécessaire affrontement révolutionnaire, que ses adeptes s'emploient à préparer méthodiquement. Les employés « à cols blancs » des services publics ou privés sont plus partagés que les ouvriers entre contestation et désir d'intégration dans la société par l'appartenance aux classes moyennes en voie de constitution dans les pays développés. Pour ces groupes intermédiaires auxquels la croissance économique laisse espérer une ascension sociale réelle (mais plus limitée qu'ils ne le présument), le modèle à atteindre reste la bourgeoisie, élite dominante elle-même en pleine rénovation par fusion des anciens notables agrariens et des nouveaux nantis du capitalisme, qu'ils soient financiers ou capitaines d'industrie.

L'Europe du Nord-Ouest, dominante mais contrastée

► Un rayonnement planétaire

C'est en premier lieu par sa maîtrise des échanges internationaux de biens et de services que l'Europe du Nord-Ouest manifeste le plus nettement sa puissance économique et financière mondiale au début du vingtième siècle. La domination européenne s'exprime d'abord quantitativement puisque la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France cumulent 44 % du commerce mondial en 1900, et plus de la moitié (55,3 %) avec les Pays-Bas et la Belgique, tandis que la part des États-Unis se limite à 11 % (soit sensiblement la moitié de la part britannique); c'est en outre un commerce d'extension mondiale même si les échanges intra-européens sont particulièrement actifs (environ 41 % des échanges britanniques, mais les deux tiers du commerce extérieur allemand et français dépendent en moyenne des partenaires européens). Les produits européens sont présents partout.

2 000 km
à l'équateur

La suprématie européenne devient encore plus évidente quand on observe que l'Europe occidentale a organisé à son profit la division internationale du travail et qu'elle joue un rôle directeur dans le fonctionnement du système économique et financier mondial, prééminence que confirment les quatre traits suivants :

- « usine du monde », l'Europe du Nord-Ouest importe à raison de 80 % du total de ses achats des produits primaires de faible valeur, mais ses ventes se composent pour 90 % du total de produits manufacturés valorisés par le travail manufacturier : les « termes de l'échange » jouent donc généralement en faveur des pays industriels européens ;

- les prix directeurs du commerce international se déterminent en Europe car celle-ci détient non seulement un quasi-monopole pour la fourniture des produits manufacturés mais pèse aussi sur les cours des produits bruts fixés le plus souvent par les Bourses de commerce du vieux continent, surtout celle de Londres ;

- la maîtrise des grands moyens de transport de masse, ferroviaires et surtout maritimes assure aux pays européens (et singulièrement à la Grande-Bretagne) un contrôle presque sans partage des fonctions de transit et de redistribution des produits entre les différents marchés du monde. Les puissantes Lloyd's de Londres ainsi que les grandes maisons de négoce international installées dans les principaux ports allemands centralisent l'information sur l'état des marchés et exercent la fonction lucrative d'assurance des échanges internationaux ;

- enfin, l'Europe assure à son profit l'équilibre des flux financiers internationaux. Si les balances commerciales des grands pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, France) sont régulièrement déficitaires, leurs balances des comptes affichent un net excédent grâce aux revenus invisibles tirés du fret, des assurances et aussi des rentes provenant des capitaux placés à l'étranger. Concrètement, la livre sterling, devise centrale du système monétaire fondé sur l'étalon or, s'impose comme la grande monnaie de réserve et de facturation internationale tandis que le centre financier de la *City* fait de Londres une véritable « centrale de l'économie mondiale ». Le réseau bancaire européen, et spécialement celui de l'Angleterre, très concentré, constitue un instrument souple et efficace pour les paiements internationaux comme pour le placement des capitaux dans le monde.

À la veille du premier conflit mondial, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne détiennent ensemble 83 % d'un investissement international particulièrement actif. Les intérêts et dividendes retirés de ces placements

constamment réalimentés par l'excédent des comptes extérieurs font de l'Europe du Nord-Ouest une créancière prospère.

► Les fondements de la puissance européenne

La puissance européenne repose sur quatre solides piliers :

- Une force démographique remarquable, fruit de l'élan vital qui a multiplié par 2,5 l'effectif de la population européenne au cours du XIX^e siècle, phénomène qui traduit de très réels progrès dans les domaines de l'alimentation et de la santé. En 1900, l'Europe, y compris la Russie, regroupe 423 millions d'habitants, soit 27 % de l'humanité (contre 20 % en 1800). L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni comptent ensemble 137 millions d'habitants en 1900 (contre 68 millions un siècle plus tôt). Encore faut-il prendre en compte le fait qu'au moins 50 millions d'Européens ont émigré vers d'autres régions du monde (dont 25 millions partis aux États-Unis entre 1861 et 1910) en y diffusant la civilisation du vieux continent.

- Une avance intellectuelle et technologique accumulée depuis la Renaissance et encore très présente au début du XX^e siècle : de 1901 à 1913, aucun prix Nobel scientifique n'échappe à l'Europe, qu'il s'agisse de physique (Becquerel, Pierre et Marie Curie, Marconi...), de chimie (Rutherford et de nouveau Marie Curie), de physiologie et médecine (Pavlov, Koch, Carrel), sans parler des lauréats de littérature que sont Mommsen, Mistral ou Kipling, ni des prix Nobel de la paix dont le plus célèbre fut alors H. Dunant fondateur de la Croix-Rouge.

- Une puissance industrielle édifiée depuis la fin du XVIII^e siècle à la faveur de la grande révolution industrielle qui s'épanouit tout au long du XIX^e siècle. En 1914, l'industrie occupe 54 % des actifs en Angleterre, 49 % en Allemagne et en Belgique, 33,5 % en France et, globalement, l'Europe occidentale réalise à elle seule 44 % de la production industrielle mondiale. Cette puissance industrielle s'inscrit dans de grands foyers manufacturiers (bassins houillers, ports, principales agglomérations urbaines) qui réunissent une gamme complète d'activités, de la production d'énergie au textile, à la métallurgie, à la chimie jusqu'aux constructions électriques et mécaniques plus récentes dont les constructions automobiles et aéronautiques sont alors les branches les plus modernes. Un mouvement de concentration continu a abouti à la construction d'entreprises géantes, les *trusts* (ou *Konzerne* en Allemagne) qui tirent leur efficacité de la mobilisation de ressources financières et humaines considérables.

- Une suprématie monétaire déjà évoquée plus haut, qui s'exerce par l'intermédiaire du *Gold Standard*, système monétaire fonctionnant dans

la pratique au profit des grandes monnaies européennes convertibles en or, notamment la livre sterling, avec le soutien de réseaux bancaires qui étendent leurs activités à l'ensemble de la planète.

L'abondance monétaire et la puissance financière viennent ainsi couronner et conforter la domination économique.

► Contrastes et contradictions en Europe

Des reclassements s'opèrent dans la hiérarchie des puissances européennes au début du ^{xx}e siècle ; l'essoufflement de l'économie britannique contraste fortement avec le dynamisme de l'économie allemande tandis que la France de la Belle Époque connaît une réelle prospérité. À la veille de la guerre, l'Angleterre demeure le premier pôle commercial et financier du monde. La livre sterling, convertible en toute autre monnaie et en or, est de très loin la meilleure liquidité internationale. Les grandes banques britanniques, les *Big Five*, soutiennent avec leur réseau de 5 000 succursales les activités financières internationales de la *City*. En 1914, la Grande-Bretagne cumule 3 760 millions de livres investies à l'étranger soit 41 % de l'investissement international direct à long terme. Le rendement des capitaux placés à l'extérieur représente alors 10 % du revenu national britannique, privilège d'une nation commerçante et créancière.

Cependant, la croissance de l'économie britannique montre des signes de ralentissement depuis 1880. La production industrielle n'augmente plus en moyenne que de 2 % par an, ce qui replace l'industrie anglaise derrière l'industrie allemande dès le début des années 1890. Les exportations britanniques ne s'accroissent plus en moyenne que de 2,2 % par an entre 1900 et 1913, contre 3,2 % pour les exportations allemandes et 4,3 % pour celles de la France. En 1913, le Royaume-Uni conserve le premier rang dans le commerce mondial mais avec seulement 15 % du total contre 21 % en 1900. Enfin, la croissance annuelle moyenne de l'ensemble de l'économie britannique tombe au-dessous de 1 % entre 1900 et 1913, ce qui traduit un profond malaise de l'économie dominante atteinte par les premiers signes de vieillissement.

Le dynamisme de l'économie allemande contraste vivement avec la longue crise britannique. La puissance allemande réside surtout dans le domaine industriel grâce à une maîtrise des techniques les plus modernes (notamment dans les secteurs de la métallurgie et de la chimie) et à une organisation très rationnelle des méthodes de production (constitution de grands cartels, bonne intégration du monde ouvrier dans l'entreprise, large

DOCUMENT SOURCE

L'industrie britannique concurrencée

« Nous fournissions jadis le monde entier de nos armes [...]. Aujourd'hui la plupart des gouvernements se sont mis à fabriquer, et l'Amérique a popularisé ses armes de Springfield et de Winchester [...]. Même en Angleterre, les canons de fusils ordinaires sont achetés aux Belges qui ne font pas aussi bien, mais qui vendent moins cher et qui enjolivent la marchandise [...]. Nous avons le monopole des vis et des clous. [...] Aujourd'hui les clous allemands nous font concurrence sur la place même de Birmingham. Les boutons que nous vendions à toute l'Europe nous arrivent aujourd'hui d'Allemagne. [...] Le méchant verre de Belgique remplace partout notre cristal. [...]

L'Allemagne a pris le chemin de nos marchés, l'adresse de nos clients, elle a falsifié nos marques. Elle a envoyé ses couteaux partout avec la marque Sheffield. [...] Le consommateur, trompé sur la qualité s'en aperçoit bientôt; mais c'est nous qu'il accuse et, quand il a fait deux ou trois expériences pareilles, il ne veut plus rien de nous; il s'adresse directement aux Allemands ou aux Américains qui lui offrent alors de bons produits. »

*Rapport de la Commission d'enquête sur la baisse
du commerce et de l'industrie britannique, 1885-1886.*

rayonnement des grandes maisons de négoce international). Il en résulte une grande efficacité du système économique allemand que traduisent la puissance industrielle de la Ruhr, l'essor de la production (2 millions de tonnes d'acier en 1890, 17 millions de tonnes en 1913), les succès commerciaux (13 % du commerce international en 1913, à 2 points seulement du niveau britannique).

Une relative prospérité française s'affirme entre 1895 et 1914, tirée par des activités modernes comme l'industrie du caoutchouc, l'électricité, la construction automobile qui progresse au rythme élevé de 28 % par an dans les dix années qui précèdent la guerre. Il est vrai qu'en même temps les industries anciennes piétinent et que l'agriculture qui représente encore 40 % de l'économie française en 1910 se montre fort peu performante. Le capitalisme français tire sa croissance moyenne d'un équilibre un peu trompeur entre une masse dominante de petites entreprises à vocation strictement nationale et de quelques grosses affaires engagées dans l'économie

mondiale: la France ne réalise en 1913 que moins de 8 % des échanges internationaux contre 11 % en 1900.

Menacée par les produits allemands et parfois français (automobile), l'Angleterre voit échapper à ses négociants les marchés du vieux continent où ses deux rivales placent entre les deux tiers et les trois quarts de leurs exportations. Pour compenser ces pertes, la Grande-Bretagne oriente de plus en plus ses ventes sur les marchés extra-européens (59 % du total exporté à la veille de la guerre) mais la concurrence a déjà fait son apparition dans ces pays lointains depuis la fin du XIX^e siècle.

Ces tensions expliquent la tendance marquée au protectionnisme qui s'affirme depuis le début des années 1880 ainsi que les rivalités impérialistes pour la conquête de nouveaux débouchés. Elles sont d'autant plus vives que trois zones d'ombre planent sur le tableau économique et social de l'Europe :

- Le malaise des agricultures européennes: elles n'ont pu se moderniser au même rythme que les industries et n'assurent ni l'autosuffisance alimentaire des principaux pays du vieux continent ni une rémunération suffisante aux agriculteurs, lesquels, encore très nombreux (la population rurale représente encore, sauf en Angleterre, environ la moitié de la population totale), constituent, par leur faible pouvoir d'achat, un goulot d'étranglement pour l'écoulement de la production industrielle de masse.

- Une succession de crises cycliques, d'origine spéculative, débutant par le marasme des marchés financiers et se transmettant à l'ensemble de l'économie par les liaisons bancaires et commerciales, ponctuent le début du siècle (de 1900 à 1903-1904, 1906-1907, de 1910 à 1913). Ces secousses répétées montrent que les grandes économies européennes ne se sont pas complètement rétablies après la grande dépression qui les a profondément perturbées entre 1873 et 1895.

- La montée de la contestation sociale accompagne partout le développement du prolétariat ouvrier. Les *Trade Unions* se fédèrent en 1900 tandis que la Confédération générale du travail (CGT) prend sa forme définitive en 1902. La succession des crises et des phases de reprise instable favorise la multiplication des grèves qui prennent en France un caractère révolutionnaire et qui, à l'approche de 1914, ont tendance à se généraliser par-delà les frontières. Dans le même temps, les partis socialistes œuvrant sur le plan politique augmentent fortement leur audience dans les assemblées représentatives des grands pays européens.

Pôles ascendants et pôles attardés

► Les États-Unis d'Amérique, première puissance productive du monde

La puissance de l'économie américaine s'exprime surtout au début du xx^e siècle par un niveau de production sans égal :

- dans le domaine agricole, les États-Unis réalisent le quart de la production mondiale pour le blé, la moitié pour le coton, les trois quarts pour le maïs ;

- dans le domaine industriel, ils livrent 36 % de la houille produite dans le monde, mais 70 % du pétrole, énergie moderne ; ils occupent le premier rang pour la production d'acier (avec 32 millions de tonnes) comme pour la construction automobile (549 000 véhicules en 1914, 12 fois la production française, pourtant au second rang dans cette industrie !).

Cette puissance repose sur des atouts importants qui tiennent à un espace immense, aux dimensions d'un continent, particulièrement riche en ressources variées ; or, cet espace a bénéficié d'un peuplement dynamique qui a permis de doubler en quelques décennies l'effectif de la population américaine (quelque 100 millions d'habitants en 1914) ; enfin ce vaste territoire a été précocement maîtrisé grâce au plus long réseau ferroviaire du monde (424 000 kilomètres en 1914).

La puissance économique des États-Unis résulte aussi d'un système de production original fondé sur le recours massif au machinisme et sur une organisation scientifique du travail (taylorisme, fordisme) dont les règles sont acceptées pour l'essentiel par l'*American Federation of Labour* (AFL) bastion du syndicalisme.

Une prudence commerciale sans doute excessive et une certaine fragilité financière apportent toutefois quelques limites à cette jeune puissance ascendante. Si la pratique vigilante du protectionnisme favorise à coup sûr l'essor de la production nationale soutenue par un marché intérieur dynamique, elle affecte aussi négativement le rayonnement extérieur des États-Unis dont les échanges n'atteignent que la moitié du niveau britannique en 1913. D'autre part, c'est seulement en 1913 que la création du *Federal Reserve Board* tente d'ordonner un système monétaire et financier encore peu cohérent et économiquement peu efficace.

► Le Japon en voie d'industrialisation

Le Japon apparaît comme une exception en Asie orientale. Il a non seulement réalisé en quelques décennies une croissance spectaculaire mais il a réussi à conserver son indépendance politique et, fait plus rare encore, il a su préserver à la fois l'essentiel de sa civilisation originale et une assez large liberté de décision en matière économique. Cela s'explique par le fait que la révolution Meiji a capté les dynamismes latents de la société traditionnelle pour transposer dans le monde industriel moderne révélé par les Européens les hiérarchies et le paternalisme de l'organisation agricole et féodale, de sorte que les grandes entreprises japonaises (*zaibatsu*) sont l'émanation de grandes familles telles que Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo ou Yasuda et recrutent leurs cadres dans l'ancienne caste militaire des samouraïs. L'État impérial qui a soutenu la formation de ces groupes financiers et industriels s'est également attaché à doter le pays d'une infrastructure ferroviaire et portuaire (à Osaka et Nagasaki) essentielle pour les progrès de l'économie nationale. Une politique résolument nataliste prolongée par un grand effort en matière d'enseignement assure à la fois l'expansion du marché intérieur et la formation de la main-d'œuvre.

Dès 1914, l'économie nipponne présente des traits de modernité puisque déjà l'industrie équilibre globalement l'agriculture. Cependant, le pays reste très subordonné à la contrainte extérieure pour son approvisionnement en matières premières comme pour ses débouchés. De là, le nationalisme aidant, une tendance à l'expansionnisme qui s'est déjà exprimée à l'encontre de la Chine, et même de la Russie en 1905.

► Les mondes en marge de l'industrialisation

L'Amérique latine et l'Afrique noire ont en commun un déséquilibre marqué entre une population peu nombreuse et un territoire immense qui oppose de nombreux obstacles naturels à la mise en valeur. Au-delà de cette ressemblance, les situations des deux continents sont très différenciées; alors que l'Amérique latine s'est émancipée avant 1840 de la domination ibérique, l'Afrique noire est presque complètement soumise à la tutelle récente du colonialisme européen.

L'Amérique latine reste cependant très marquée par les structures héritées de l'époque coloniale. La paysannerie très largement majoritaire est entièrement dominée par une minorité de grands propriétaires latifundiaires

Quelques productions significatives en 1900

(en millions de tonnes)	Charbon + lignite	Pétrole
Allemagne	150	–
États-Unis	245	8,4
France	32	–
Grande-Bretagne	229	–
Russie	16	10,3

(en millions de tonnes)	Fonte	Acier
Allemagne	7,5	9,7
États-Unis	13,7	20,3*
France	3**	4,7**
Grande-Bretagne	29,1	8**
Russie	2,9	–

* Production en 1905 ** Production en 1913

(en millions de quintaux)	Froment	Coton
Allemagne	38	–
États-Unis	142	22,36
France	88	–
Grande-Bretagne	15	–
Russie	107	1,5*
Inde	54	5,36

* Production en 1910

L'investissement international en 1914

(en milliards de dollars)

Allemagne	6	France	8,5
États-Unis	3,5	Grande-Bretagne	18

soutenus par un clergé catholique tout puissant. Les besoins des pays développés d'Europe ou d'Amérique du Nord ont par ailleurs orienté l'économie du continent latino-américain vers des spéculations agricoles et minières destinées à l'exportation. Cette double pression interne et externe se conjugue pour aboutir à une situation malsaine de monoproduction et plus encore de monoexportation. C'est ainsi que le caoutchouc et le café représentent 90 % des exportations du Brésil, les produits de l'élevage 84 %

de celles de l'Uruguay tandis que l'Argentine devient un important grenier céréalier de l'Europe et que les exportations cubaines sont composées pour les trois quarts de sucre de canne; de même, l'étain péruvien, le pétrole du Venezuela, les nitrates chiliens représentent dans chaque cas 75 % des exportations du pays. Les économies et les monnaies du continent dépendent ainsi de la vente obligatoire de produits dont le marché en volume comme en valeur est déterminé par les clients étrangers. En même temps, le réseau ferré qui a pour fonction essentielle de faciliter l'accès aux ressources exportables est insuffisant et peu adapté aux besoins régionaux; quant aux industries locales (alimentaires, textiles, métallurgiques), leur développement est entravé par le manque de bases énergétiques et sidérurgiques qui sont précisément des produits d'exportation.

Le Moyen-Orient et le Maghreb, de confession islamique, qui avaient depuis longtemps des relations commerciales actives avec l'Europe, sont soumis à une véritable stratégie d'encerclement économique et financier. Celle-ci débouche sur un démembrement progressif de l'Empire ottoman qui n'exerce plus qu'un pouvoir nominal sur la région. Les spéculations agricoles se développent en liaison avec les besoins européens: coton en Égypte (il occupe près du quart du sol en 1914), tabac en Turquie, élevage du ver à soie au Liban. Les capitaux européens pénètrent des secteurs économiques essentiels (chemins de fer, banques, manufactures, gestion des services publics, et déjà le pétrole, mettant en péril les activités locales traditionnelles).

L'Asie des foules innombrables n'échappe pas au retard économique. Tandis que l'Inde est devenue le joyau de la Couronne britannique, la Chine ne doit de conserver une souveraineté politique restreinte qu'aux rivalités des puissances qui se partagent son territoire en zones d'influence exclusives. Ici les grandes puissances ont su exploiter l'immobilisme d'une société qui, en dépit de la révolution nationaliste de 1911, reste trop attachée aux valeurs anciennes pour promouvoir un renouveau. Les richesses de cet immense territoire cloisonné et replié sur lui-même demeurent inexploitées quand elles ne sont pas accaparées par les Européens et les Japonais.

L'Empire russe, au contact de l'Asie et de l'Europe, connaît une situation ambiguë. Placée au cinquième rang des puissances industrielles, associée à l'exploitation de la Chine, la Russie n'en conserve pas moins les structures caractéristiques d'une société agricole archaïque dont le développement industriel récent et limité dépend d'onéreux prêts étrangers. Les déséquilibres de la croissance économique russe favorisent l'essor des mouvements révolutionnaires.

► Des déséquilibres annonciateurs du sous-développement

Au-delà d'inévitables différences régionales, toutes ces économies attardées et dominées souffrent de déséquilibres structurels qui les prédisposent au sous-développement. Les activités modernes y sont dispersées et peu importantes, ne fournissant selon les cas qu'entre 10 et 20 % du revenu national. Elles présentent néanmoins le double inconvénient de se développer au détriment des activités traditionnelles indispensables à la vie des populations et, en s'intégrant au système capitaliste mondial, de servir davantage les intérêts des puissances dominantes que les besoins régionaux.

De plus, entre ces îlots de modernisme et les activités traditionnelles se creuse un fossé qui aboutit à un phénomène de désarticulation économique, particulièrement marqué dans l'opposition entre des villes et des campagnes qui ne sont pas reliées par des circuits d'échange complémentaires.

Enfin, les modestes profits locaux de la croissance sont accaparés par une étroite élite sociale qui consomme ses richesses en dépenses somptuaires. Dès lors, dans ces économies déstructurées, le développement ne peut se produire. Il est entravé par la pauvreté chronique de populations encore soumises au risque des famines et des épidémies, privées pour les quatre cinquièmes d'entre elles de scolarisation, et dont les faibles revenus sont bien incapables de soutenir la consommation et de permettre la formation d'une épargne suffisante pour financer le décollage économique.

Démocraties et régimes autoritaires dans le monde

Le régime de la démocratie libérale, résultat d'une synthèse entre libéralisme et démocratie ne concerne au début du xx^e siècle que les grands pays industriels (Europe occidentale, États-Unis, dominions britanniques). Mais il constitue aussi un modèle que souhaitent imiter les bourgeoisies et les éléments modernistes des pays aux régimes autoritaires comme l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Japon ou la Russie. Enfin, dans son aire d'origine, l'exigence démocratique portée par des classes moyennes en plein essor a fait naître un courant radical.